

# le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

Notre système politique, notre démocratie semi-directe et la structure même de notre pays sont vus depuis l'extérieur soit avec une condescendance bienveillante, «ces petits Suisses sont bien gentils, mais ils feraient mieux de s'aligner», soit avec une curiosité incrédule, «comment ça, les Suisses ont voté contre une semaine de vacances supplémentaire?».

On ne mesure pas bien, depuis l'intérieur, à quel point la Suisse fait figure d'exception. Vivant en Catalogne depuis maintenant dix-huit ans, je suis assez fréquemment amené à expliquer les particularités du système suisse à mes amis et connaissances, qui, sans exception, manifestent leur enthousiasme devant la possibilité pour le peuple d'influencer les décisions politiques en dehors de l'élection de ses représentants.

Car en Espagne comme en France, les hommes et femmes politiques sont des professionnels qui, trop souvent, n'ont jamais rien fait d'autre dans la vie et manquent de l'expérience qui permet une vision claire du chemin à suivre. On rêve d'un ministre de la santé médecin, d'un ministre de la culture écrivain, d'un ministre des transports ingénieur en génie civil, etc. Mais les portefeuilles importent peu, tant que l'on maintient ses fesses fermement

encastrées dans le fauteuil du pouvoir.

L'idée même de démocratie parlementaire se base sur le fait que les élus, représentants des citoyens, devraient avoir à cœur de gérer avec précaution les biens communs et les impôts, d'œuvrer honnêtement à l'amélioration constante des conditions de vie des habitants et de faire preuve d'abnégation pour le bien de tous. La réalité est tout autre et l'on peut l'observer de façon particulièrement criante en Espagne, où la femme et le frère du chef du gouvernement sont impliqués dans des scandales de trafic d'influence et d'emploi fictif, et où les deux principaux partis, le Partido Popular et le Partido Socialista Obrero Español, ne comptent plus leurs membres mis en examen pour corruption.

En quoi la Suisse est-elle si différente? La politique suisse est lente et ennuyeuse. Les conseillers fédéraux sont élus par l'Assemblée fédérale et la plupart des citoyens sont incapables de les citer les sept. Pas de grand spectacle, mais des représentants du peuple qui sont des miliciens, exerçant une activité professionnelle et assumant leur charge politique en plus; et, par-dessus tout, le droit d'initiative et de référendum, qui obligent nos élus à chercher en tout temps des compromis qui puissent obtenir l'adhésion d'une majorité solide au sein des différents partis. Cela prend plus de

temps, certes, mais les projets qui aboutissent sont durables, ce qui offre une grande sécurité juridique et une meilleure confiance dans les institutions, attirant ainsi en Suisse les capitaux étrangers.

Si l'on revient à notre comparaison avec l'Espagne, la situation est complètement inversée. Durant des décennies, il n'existait que deux forces politiques qui se partageaient les voix des Espagnols, les deux grands partis cités plus haut. La situation a un peu évolué ces dernières années avec l'apparition de forces plus «extrêmes» des deux côtés de l'hémicycle, mais cela n'a pas apporté de changements fondamentaux. Les deniers publics sont dilapidés de façon absolument indécente et une armée de conseillers qui dépendent d'innombrables ministères sont payés des sommes ridiculement élevées en comparaison des revenus normaux des citoyens. Les partis passent leur temps à se tirer dans les pattes et à s'autoféliciter des abominables résultats obtenus, dilapidant des fortunes en subventions de tous poils avec l'unique objectif d'acheter les voix des électeurs et de maintenir leur emprise sur les rênes du pouvoir.

On ne mesure peut-être pas toujours la chance que nous avons de vivre en Suisse.

*Michel Paschoud*

## Ne dites pas...

Ne dites pas: «Une étude classe la capitale de la Suisse en tête des villes les plus attrayantes pour les jeunes adultes, devant Zurich et Lausanne.»<sup>1</sup> Dites: «Une étude classe le chef-lieu du canton de Berne en tête des villes les plus attrayantes pour les jeunes adultes, devant Zurich et Lausanne.»

Sottise ou ignorance? Les gens de presse francophones s'obstinent à remplacer les termes officiels qui font l'originalité de la Suisse par des vocables en usage chez les Français ou les Américains. C'est ainsi que,

dans les colonnes des journaux, nos conseillers fédéraux ont cessé d'occuper des fonctions de chefs de départements pour se transformer en ministres et que nos conseillers aux Etats se voient affubler du titre de sénateurs. Je m'attends à ce que notre Conseil national se transforme sous peu en Assemblée nationale ou en Chambre des représentants, ce qui en bonne logique devrait nous amener à remplacer l'Assemblée fédérale par un Congrès. Dans ces conditions, pourquoi ne pas admettre que Berne devrait renoncer à son humble statut de ville fédérale,

simple siège politique, au profit de la position beaucoup plus prestigieuse de capitale de la Suisse, quitte à prier les Bernois de se trouver un autre chef-lieu, histoire d'éviter les confusions?

Ils seraient tellement contents, nos journalistes avides de conformité!

*Le pinailleur*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/ranking-suisse-villes-prisees-par-les-jeunes-berne-au-top-lausanne-bonne-3e-103338675>.

## L'horreur de la douceur

Chacune de nos déambulations dans l'urbanisme contemporain – où les rues animées d'autrefois ont été transformées en allées sinistrement muettes, encombrées d'arbres et de bancs limitant le trafic des automobiles et favorisant tous les autres – nous invite à une méditation déprimante et déprimée sur l'horreur de la douceur. Non pas la douceur avec laquelle tout individu fréquentable se doit d'agir envers son prochain (pour peu que ce prochain soit lui-même fréquentable), mais la douceur douceuse, suavement moralisatrice et insidieusement gluante, abâtardissante et castratrice, mortifère, avec laquelle le monde moderne peint en rose les barreaux de nos prisons physiques et mentales. *Mobilité douce, déplacements doux, tourisme doux, habitat doux, nourriture douce*. Contrairement aux régimes totalitaires du siècle passé, qui affichaient assez franchement

des discours brutaux et des méthodes brutales, l'idéologie qui empoisonne aujourd'hui l'Occident s'adresse à nous avec onctuosité pour nous convaincre que le rétrécissement, le ralentissement et l'affadissement de notre existence sont les conditions de notre bonheur. C'est la douceur de Didi expliquant à Tintin qu'il va lui couper la tête pour qu'il trouve la voie. C'est la douceur de Gríma Langue-de-Serpent envoûtant le roi Théoden.

La brutalité des totalitarismes anciens voulait que la police politique vienne vous interpellé au petit matin pour vous conduire dans une prison dont vous ne sortiez jamais. Avec la douceur de la dystopie moderne, vous vous réveillez un beau matin au milieu de zones (désertes) à 30 kilomètres à l'heure, de mobilier urbain inclusif et infantile, de potagers collaboratifs anarchiques et

d'individus avec lesquels vous n'avez plus rien en commun, tandis qu'une voix lénifiante vous répète que cette nouvelle société a été conçue pour votre bien, que nulle part ailleurs vous ne serez mieux.

Cette obsession de la douceur va de pair avec une obsession de la petitesse. Les totalitarismes durs du siècle passé reposaient sur des idéologies mortifères, mais aussi sur des désirs de grandeur: ils construisaient de grands monuments, de grands palais, de grandes avenues avec des statues démesurées. Le totalitarisme mou d'aujourd'hui s'appuie sur une idéologie nihiliste et sur un désir de petitesse: les rues sont de plus en plus étroites, conçues pour un nombre de plus en plus restreint de voitures de plus en plus petites, qui font de moins en moins de bruit. (Qu'y a-t-il de plus sinistre qu'une voiture silencieuse?) On ne

construit qu'à contre-cœur quelques écoquartiers hideux et étriqués – aucun monument, aucun palais, aucune statue. L'espace de l'être humain se rétrécit. Les dictateurs d'autrefois, qui faisaient périr leurs concitoyens dans une explosion de grandeur, sont désormais remplacés par d'obscures équipes pluridisciplinaires qui nous font dépérir dans une implosion de petitesse.

Telles sont les méditations des *vieux boomers* lorsqu'ils déambulent dans l'urbanisme contemporain et qu'ils ressentent la nostalgie du monde

d'avant, avec sa joie de vivre brouillonne, bruyante et polluante. Ils en veulent aux *vieux schnocks gauchistes* qui ont eux aussi connu le monde d'avant, et qui l'ont détruit pour le remplacer par un environnement aseptisé et sinistre. Mais ils s'inquiètent surtout pour les nouvelles générations, qui naissent dans ce monde moderne sans en avoir connu d'autre. Peut-être n'auront-elles jamais l'idée ni la volonté de vivre moins sainement mais plus intensément, avec moins de douceur mais plus de grandeur... Sauf, bien sûr, si elles ont la chance de voyager

et de découvrir, loin d'ici, d'autres manières de (vraiment) vivre. On dit que les voyages forment la jeunesse, mais on n'a sans doute jamais réalisé à quel point cette idée est juste!

*Post-scriptum:* alors oui, les voyages contribuent souvent à élargir l'esprit, mais ça ne marche pas à tous les coups. Il y a plein de jeunes écolos qui prennent l'avion pour se rendre dans des pays lointains et rétrogrades, mais ils en reviennent avec les mêmes faces de carême technologiques qu'avant leur départ.

*Pollux*

## Zone 30 kilomètres à l'heure – Où le passage piétons cède au bon sens

Bon sang! Encore des rues où les buts premiers – augmenter sécurité et bien vivre – cèdent devant l'absence de courage qui empêche le bon sens d'exister encore.

En février passé, plusieurs rues de La Tour-de-Peilz passèrent de 50 à 30 kilomètres à l'heure. Ce ne serait pas important si cela augmentait les buts premiers poursuivis.

Quelques jours plus tard, les passages piétons existants furent supprimés.

Le cas de l'avenue de Traménaz est particulièrement regrettable, puisque, dans sa partie longeant la voie du chemin de fer, l'unique trottoir surplombe la chaussée d'environ 30 centimètres. Impossible de traverser l'avenue ailleurs qu'à trois endroits, où le trottoir avait été adapté et complété par des passages piétons.

Outre la diminution de la sécurité, due aussi au fait que les automobilistes sont désormais moins attentifs aux seuls endroits où les piétons peuvent «camber» la chaussée, la Municipalité aurait fait preuve de bon sens en réfléchissant aussi à l'énergie consommée, au temps consacré, à l'élimination des déchets et à la pollution créée par la suppression desdits passages piétons. Les Verts n'en sont plus à une contradiction près, puisque l'article 4, chiffre 2 de l'ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) (RS 741.213.3) y relative mentionne: «L'aménagement de passages pour piétons n'est pas admis. Dans les zones 30, il est toutefois permis d'aménager des passages pour piétons lorsque des besoins spéciaux en matière de priorité pour les piétons l'exigent, notamment aux abords des écoles et des homes.» Cette

référence fut promptement reprise par la municipale concernée, à la suite de mon intervention au Conseil communal invitant l'exécutif communal au bon sens dans l'adaptation requise par la nouvelle zone 30.

À la suite de cette affirmation municipale, diverses questions furent soumises au Bureau de la prévention des accidents (BPA), au Touring Club Suisse (TCS), à l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS), à la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) et, en dernier recours, à l'Office fédéral des routes (OFROU), avec, entre autres, les questions suivantes: «Y a-t-il à votre connaissance dans la jurisprudence y relative d'une part des **arrêts** tolérant le maintien de passages piétons dans une zone 30, d'autre part un (des) **arrêt(s) sanctionnant** une commune qui n'aurait pas éliminé un passage piéton préexistant à une (nouvelle) zone 30?» Outre le TCS,

qui marqua un sursaut inofficiel de bon sens, les réponses ne dépassèrent pas la référence à l'ordonnance susmentionnée.

«NE PAS SUBIR» l'absence de bon sens et de courage. En conséquence, le DETEC a dû recevoir au cours de la deuxième semaine de mai l'invitation suivante: «A mon tour de vous remercier pour l'attention et temps que l'OFROU a bien voulu consacrer à mes demandes et modestes réflexions qui, vous l'aurez compris, vont dans le sens d'une multitude de cas à l'échelon suisse. Fort de cette ambition je tiens à poursuivre les buts suivants: 1) éviter du gaspillage (en temps, en énergie, en diminution de sécurité globale, en retour sur investissement). 2) rester cohérent (enseignement inculqué aux usagers de l'espace public en particulier routier et voisin immédiat de voies publiques, m'opposer à la suppression d'un existant sécurisé construit sur des décennies au profit des usagers, en ne créant pas de déchets et pollution supplémentaires.

Ainsi, je me permets de vous soumettre plus avant ce qui suit après avoir étudié l'ATF ([1C 618/2018](#)) et les lois principales afférentes.

*Dans l'Ord. du DETEC sur les zones 30 et de rencontre, il est précisé que l'aménagement de passages piétons n'est pas admis sauf lorsque des besoins spéciaux pour piétons l'exigent... - J'ai aussi consulté la version en allemand qui confirme les mots en français d'aménagement et aménager. Suite à consultation de plusieurs dictionnaires, j'estime que la définition suivante d'aménager peut être retenue dans le contexte idoine, soit: **Disposer et préparer méthodiquement en vue d'un usage déterminé.** Or lorsqu'une voie routière passe de 50 à 30 kmh, il n'y a pas d'aménagement (nouveau) de passages piétons puisque ceux-ci sont existants; la loi, au sens large du terme (cst., les lois, les ord. et règlements, la jurisprudence, la coutume) ne mentionne à ma connaissance pas l'obligation de **supprimer**, dans le cas présent les passages piétons existants!*

*Ainsi je vous saurai gré de reconsidérer ce que j'estime une interprétation restrictive de l'ordonnance en question et qui par conséquent ne va pas dans le sens de mes buts mentionnés ci-dessus; dusse l'OFROU ne pas vouloir entamer une reconsidération, qu'il soit assuré que je m'y emploierai*

*de mon côté. A cet effet j'adresse une copie à la DGMR (les cantons ayant une responsabilité primaire dans l'application de l'Ord. fédérale), au BPA, TCS et la VSS, ces organisations ayant été sollicitées au préalable par mes soins. ... salutations».*

Dernière minute (au 15 mai 2025) du DETEC: «Même si l'ordonnance ne mentionne pas explicitement la suppression d'un passage pour piétons, celle-ci fait partie intégrante de la vérification. Dans le cadre de cette vérification, les autorités d'exécution décident également de l'aménagement de l'espace routier et de la nécessité des marquages qui doivent être apposés ou supprimés en conséquence».

Les règles du «Monopoly» sont claires: passer par la case départ, bon sang...

Dure (au sens d'impenétrable) est la loi! Il est permis d'espérer que le bon sens (jurisprudenciel) infléchira celle-ci, le droit courant toujours après la réalité.

Michel Tobler

4

## Diviser pour rassembler?

Le décès du pape François a déclenché un flot de louanges dans la presse conformiste, ainsi que chez certains membres de l'«élite», qui ont salué un pape ouvert sur le monde, un pape écologiste, un pape des pauvres et des migrants, bref un pape progressiste. Que le souverain pontife ait été, du moins officiellement, l'autorité spirituelle suprême de plus d'un milliard de catholiques

n'a guère intéressé ses thuriféraires, qui ne se sont pas appesantis non plus sur les aspects conservateurs du défunt en matière d'avortement, d'euthanasie et de gestation pour autrui.

Pour ces esprits supérieurs, les choses sont simples: un pape ne peut être que progressiste – c'est un bon

pape – ou conservateur – c'est un vilain pape, même s'il est Africain.

Il est donc normal que, une fois remis de leur chagrin, nos maîtres à penser autoproclamés soient revenus à l'essentiel et se soient uniquement demandé si le prochain pape serait progressiste ou conservateur.

Le nouveau chef de l'Eglise catholique était à peine élu qu'on

apprenait, d'une part, qu'il avait été très proche du pape François, qui l'avait fait cardinal, et, d'autre part, comble de bonheur, qu'il avait, sur le réseau social X, critiqué à plusieurs reprises Donald Trump et son vice-président J. D. Vance pour leur politique migratoire. Ouf! Tout allait bien. On aurait de nouveau un pape progressiste.

Il est un peu tôt pour affirmer que le diagnostic politico-médiatique va se confirmer. Les vœux et félicitations des dirigeants du monde ont, dans l'ensemble, manifesté l'espoir que le 267<sup>e</sup> successeur de Pierre continuera à se mêler des affaires du monde. Mais, jusqu'ici, Léon XIV s'est, autant que je sache, contenté de lancer un appel à la paix universelle, prononcé pour une paix juste et durable en Ukraine, déclaré

rassembleur et désireux de construire des ponts.

Il faut espérer que la volonté de rassemblement du pape concerne la nécessité d'unir les catholiques autour de Dieu Père, Fils et Saint-Esprit, loin des préjugés doctrinaux qui séparent «modernistes» et «traditionnalistes».

S'il s'agit de rassembler toute la terre et en particulier les chrétiens et les musulmans, comme le voulait le pape François, l'Eglise catholique, à l'instar de la plupart des autres confessions chrétiennes, continuera à se fissurer.

En effet, tant qu'un guide spirituel chrétien, qu'il soit catholique, orthodoxe ou protestant, parle de Dieu et fonde son message sur l'enseignement du Christ tel que rapporté par

les Evangiles – et non tel que dévoyé à des fins idéologiques –, il peut maintenir l'unité parmi les fidèles de son Eglise, de son évêché ou de sa paroisse autour d'une foi commune. Dès l'instant où, parce qu'il se veut rassembleur de toute l'humanité, il fait entrer dans sa doctrine et son action les théories plus ou moins éphémères qui sont à l'origine des désordres du monde, il devient facteur de division dans sa propre communauté, très partagée sur ces questions.

Je veux espérer que le pape Léon XIV saura éviter de tomber dans ce paradoxe: être un pape rassembleur qui divise son Eglise.

*Mariette Paschoud*

## Scandale

Du 13 au 17 mai, le Concours Eurovision de la chanson a présenté son spectacle annuel. Le «non-binaire» Nemo ayant gagné le concours en 2024, c'est la Suisse qui avait l'honneur d'abriter le raout, lequel a déroulé ses fastes à Bâle.

Au fil des jours précédant la manifestation, la presse a rapporté minutieusement les mesures prévues pour que l'événement soit «exemplaire en matière de durabilité», projet résumé par ce titre saisissant: «Plats végétariens et toilettes non genrées au menu des festivités»<sup>1</sup> – bon appétit!

Théoriquement, le concours est organisé chaque année par l'Union européenne de radio-télévision.

Toutefois, il semble que cette dernière se contente de donner des ordres à la ville hôte.

Bâle s'est donc chargée d'organiser les infrastructures, les mesures de sécurité, les transports et l'hébergement, avec l'aval d'une majorité de contribuables persuadés que leur cité, tout auréolée de gloire, verra bientôt la terre entière débarquer dans ses murs pour son plus grand profit.

Apparemment, ils ont 35 millions à perdre. Pourquoi pas? Il s'agit de leurs impôts, après tout, et les radins, minoritaires, qui rouspètent n'ont qu'à s'aligner: n'ont-ils pas le privilège de vivre en démocratie?

Les choses se gâtent quand la Confédération s'en mêle et apporte son soutien aux organisateurs.

Sous prétexte que «les tensions géopolitiques actuelles, en particulier celles liées au conflit entre Israël et la Palestine, renforcent le risque d'attentats et de débordements durant le concours international de la chanson», elle a mis sur pied quarante militaires et annoncé la présence de la police fédérale, des services secrets, de l'Office de la cybersécurité et de celui des douanes<sup>2</sup>.

Fallait-il que le péril fût grand!

C'est un scandale! Outre que nos militaires ne devraient jamais être engagés dans des activités étrangères à la défense nationale, à la protection

de la population et à l'aide en cas de catastrophe, la Confédération a cautionné et appuyé, avec nos sous et sans nous demander notre avis, l'organisation d'une manifestation qu'elle considérait comme extrêmement risquée; cela pour permettre le déroulement d'un prétendu événement musical mondial, où, à quelques exceptions près, la laideur le dispute à la vulgarité, et qui fait la part belle aux idéologies à la mode, comme l'attestent le succès du

célèbre Nemo lors de l'édition 2024 et celui de la femme à barbe Conchita Wurst en 2014, sans oublier la fameuse exemplarité en matière de durabilité, alliant «environnement, inclusion et accessibilité», dont se sont targués les organisateurs.

Le fait que le danger ne s'est pas matérialisé – et je m'en réjouis sincèrement – n'empêche pas que lesdits organisateurs et leurs renforts se sont montrés fort imprudents.

La sagesse exigeait que le concours Eurovision fût reporté à des jours meilleurs.

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/eurovision-a-bale-plats-vege-et-toilettes-non-genrees-au-menu-des-festivites-103331400>.

<sup>2</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/eurovision-2025-militaires-douaniers-et-cameras-pour-la-securite-de-l-eurovision-103336833>.

## Démonstration de force

Le samedi 10 mai, quatre dirigeants européens, à savoir MM. Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Keir Starmer et Donald Tusk, se sont rendus solennellement à Kiev pour «appeler Moscou à un cessez-le-feu “inconditionnel” de 30 jours»<sup>1</sup>.

Pourquoi un Français, un Allemand, un Anglais, un Polonais et personne d'autre? Pourquoi pas de dames? Je suis sûre, pourtant, que Mme Ursula von der Leyen aurait volontiers figuré sur les photos qui ont immortalisé cette rencontre «historique».

Mais qu'on se rassure: les petits camarades n'ont pas été laissés entièrement de côté: une réunion virtuelle était prévue avec le menu fretin, à savoir les «pays occidentaux, essentiellement européens, prêts à apporter des “garanties de sécurité”

à l'Ukraine», mais pas suffisamment importants pour être associés aux discussions et à l'ultimatum.

Fort bien. Mais était-il bien utile qu'un quatuor à l'ego surdimensionné fit, aux frais des contribuables, le voyage jusqu'à Kiev, alors que ses discussions avec le président Zelensky pouvaient avoir lieu, elles aussi, par téléconférence et que l'exigence d'un cessez-le-feu inconditionnel, assortie de menaces de nouvelles sanctions, ne nécessitait pas tant de chichis?

En réalité, selon toute probabilité, le but de l'opération consistait à accrocher bruyamment quelques wagons européens à la locomotive Trump – le président américain avait formulé le même ultimatum deux jours auparavant –, car M. Macron et ses

compères craignent par-dessus tout de se voir écartés des négociations de paix à venir.

Depuis le temps que Vladimir Poutine peuple leurs cauchemars, ces messieurs devraient pourtant savoir que menacer le président russe est le plus sûr moyen de ne rien obtenir de sa part.

M. Poutine a décidé de ne pas assister aux négociations entre l'Ukraine et la Russie, qui ont été entamées en Turquie le 16 mai.

On se demande bien pourquoi!

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/guerre-en-ukraine-macron-merz-starmer-tusk-samedi-a-kiev-103339870>.

## Bricoles

### Pourquoi ces cachotteries?

Les négociations concernant les nouveaux accords entre l'Union

européenne (UE) et la Suisse se sont achevées le 20 décembre 2024. Le fait que, à l'heure qu'il est, les Suisses, qui seront certainement

appelés à se prononcer sur le sujet par référendum, n'en connaissent pas tous les aspects, appelle quelques questions.

Pourquoi le contenu total des accords ne sera-t-il communiqué au peuple dit souverain que cet été, au moment de la mise en consultation du paquet global?

Pourquoi ces accords sont-ils secrets au point que les deux représentants de chaque parti représenté à Berne finalement autorisés à prendre connaissance du dossier n'ont pu le faire que dans de strictes conditions de confidentialité?

Qu'est-ce qu'on nous cache et pourquoi?

Si le Conseil fédéral espère désamorcer les oppositions en faisant traîner les choses et en dissimulant le contenu des accords comme un secret honteux, il se trompe lourdement, car pareille attitude ne peut qu'éveiller la méfiance des citoyens et leur crainte d'une entrée dans l'UE par la porte de service.

Et cela, je crois qu'ils ne sont pas encore prêts à l'accepter.

*M.P.*

### **Robin des Bois**

Un conseiller communal lausannois, militant de la Grève du climat, a été récemment condamné pour vol: aidé d'une complice non identifiée, il avait dérobé, chez Ikea, des rideaux et autres linges de cuisine<sup>1</sup>.

Mais attention! Il ne s'agit pas d'un vol ordinaire. Le couple avait besoin de son butin «pour l'aménagement d'un logement d'urgence destiné à des personnes dans la rue». Ça change tout! Il est évident qu'un logement d'urgence sans rideaux et

sans linges neufs ne saurait se concevoir.

En ce qui concerne l'incompatibilité de sa condamnation avec sa fonction de conseiller communal, le militant, déjà condamné pour blocage de routes, ne s'émeut nullement, car, à son avis, «les citoyens veulent des gens qui s'engagent pour leurs valeurs».

Les citoyens qui ne comptent pas le vol au nombre de leurs «valeurs» apprécieront.

*M.P.*

<sup>1</sup><https://www.20min.ch/fr/story/vaud-un-elu-lausannois-reconnu-coupable-d-un-vol-chez-ikea-103345214>.

### **Etudiants**

La section vaudoise de Zofingue n'est plus reconnue par l'Université et par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, car Zofingue n'admet que des étudiants masculins. Les Zofingiens vaudois s'en remettront: ils n'ont pas besoin de ces deux institutions pour poursuivre leurs activités, qui se déroulent principalement à la Blanche Maison de l'avenue Tivoli.

Les autres universités, heureusement un peu moins «éveillées», n'ont pour l'instant pas suivi le mouvement.

L'Université de Neuchâtel prête un local à la société Hétaïra – appellation pas précisément néo-féministe –, qui ne recrute que des étudiantes, tout en étant proche de la section de Zofingue neuchâteloise<sup>1</sup>.

Façon intelligente de résoudre la question de la non-mixité sans

recourir à des méthodes dictatoriales et sectaires.

*M.P.*

<sup>1</sup><https://www.blick.ch/fr/pop-culture/societe/societes-etudiantes-femines-lavenir-des-societes-detudiants-passera-t-il-par-les-femmes-id16586374.html>

### **Rébellions**

«94% des chefs d'entreprise suisses ont exigé une réduction du télétravail à un ou deux jours par semaine au maximum après les mesures Covid», contre 49% «ailleurs en Europe» – on ne nous dit pas exactement où, mais ça peut se deviner.

Face à cette exigence de patrons forcément négriers, certains employés se vengent en sabotant le travail<sup>1</sup>.

Pourtant, il n'y a pas besoin d'être très intelligent pour comprendre que des «astuces» telles que faire semblant de travailler, discuter en ligne avec des collègues à propos de séries Netflix pendant des réunions, organiser de fausses rencontres, quitter le travail dès que le chef a le dos tourné, déranger celui-ci quand on le sait très occupé ou emmener chez soi le contenu du frigo du bureau démontrent tout simplement que la méfiance des employeurs à l'égard du télétravail est amplement justifiée: pourquoi des employés infidèles sur leur lieu de travail ne le seraient-ils pas quand ils sont censés œuvrer chez eux?

Dans un proche avenir, une édition de **20 minutes** nous apprendra que les employés qui se sont vantés publiquement de leurs mauvais procédés ont perdu leur emploi et

pleurent très fort sur leur triste sort et la méchanceté des patrons.

Il ne faudra compter sur moi pour les plaindre.

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/les-patrons-suissees-sont-severes-avec-le-teletravail-106949585240>.

### Mathématiques politiques

On a pu entendre Pedro Sanchez, chef du gouvernement socialiste espagnol, se féliciter de l'augmentation du revenu par habitant de 15'000 à 31'000 euros en cinquante ans, soit 106,67%, alors que, dans le même temps, l'inflation a été de 1422% selon des données de

l'Instituto Nacional de Estadísticas. En réalité, les chiffres avancés sont totalement faux, et Monsieur Sanchez devrait mettre *manu militari* à la porte la personne qui lui a écrit son discours.

Le revenu par habitant en 1975 était de 3207 dollars, selon la banque mondiale, et de 33'509 dollars en 2023 (date des derniers relevés). Si on corrige le chiffre de 1975 de l'inflation jusqu'en 2023, ce dernier montant devrait représenter un revenu par habitant de 46'235 dollars. On peut donc en conclure qu'en presque cinquante ans les Espagnols se sont appauvris de près de 27,5%.

Mais ne nous inquiétons pas, pour Pedro, l'économie espagnole

fonctionne comme une fusée... Espérons qu'il ne se réfère pas à une fusée d'Elon Musk.

*Mi.P.*

#### **Le Pamphlet**

Case postale 998,

1001 Lausanne

[courrier@pamphlet.ch](mailto:courrier@pamphlet.ch)

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057

